



Protégeons les familles – sauvons des vies !

La dissémination considérable d'armes à feu dans les foyers suisses coûte leur vie à 300 personnes chaque année. Ça suffit ! Votez OUI, le 13 février à l'initiative « Pour la protection face à la violence des armes ».

PROGRAMME



Après 6 ans, 2 versions successives, quelque 1300 propositions et amendements et un débat-marathon, le Congrès de Lausanne a adopté le nouveau programme du PS Suisse.

Page 6

MUNICIPALES



Duel gauche-droite en vue lors des élections communales à Genève. Avec – en toile de fond – le maintien de la double majorité de l'Alternative.

Page 9

LAMAL

Pierre-Yves Maillard

Soigner l'assurance maladie !



DÉBAT PUBLIC

125 pages pour « Soigner l'assurance maladie ! ». Pierre-Yves Maillard publie une analyse sans concession du système suisse de santé publique.

Page 10

Comprendre les liens.

Economie. Travail. Quotidien.

Cours de formation continue

www.movendo.ch



MOVENDO
L'institut de formation des syndicats

VEUX-TU FAIRE BOUGER LES CHOSES ?

Rejoins le club référendaire du PS !

Les membres du club référendaire s'engagent à récolter au moins 10 signatures en faveur d'une initiative ou d'un référendum lancé par le PS Suisse. Chaque année, ils sont invités à rencontrer des personnalités socialistes dans le cadre d'une manifestation exclusive.



www.clubreferendaire.ch

oui 

- Oui, je souhaite rejoindre le club référendaire du PS
- Je désire plus d'informations sur ce club
- Je désire plus d'informations sur le PS
- Contactez-moi par courriel

Parti socialiste suisse, Campagnes & communication
case postale 7876, 3001 Berne
tél. 031 329 69 69, fax 031 329 69 70
info@campa.ch

Nom / prénom: _____

Adresse: _____

Courriel: _____

Téléphone fixe ou mobile: _____

Langue de correspondance: Français Italiano Deutsch



Le nerf de la guerre

Que se serait-il passé le 28 novembre dernier si les milieux économiques et leurs traditionnels relais s'étaient engagés avec détermination contre l'initiative de l'UDC sur le renvoi ? Par le biais d'une campagne nationale d'affichage et d'annonces de presse, en multipliant les visuels, les intervenant-e-s et les appels à voter NON. On peut légitimement se demander si le résultat aurait été identique à celui effectivement sorti des urnes. Thomas Christen

Au-delà de la politique-fiction, le fait est qu'économiesuisse n'a rien investi dans le combat contre l'initiative de l'UDC. Pas d'argent, ni d'autres ressources. A l'image d'ailleurs des partis du centre-droit que se sont justifiés en invoquant leur soutien au contre-projet des Chambres fédérales. Résultat de cette inertie: un petit oui à l'initiative à laquelle une partie de l'électorat tant libéral-radical que démocrate-chrétien a visiblement donné son aval. Reste qu'économiesuisse a largement compensé ce déficit d'engagement en redoublant d'efforts pour faire échouer l'initiative socialiste «Pour des impôts équitables».

L'association faitière a ainsi mis sur pied une campagne sans précédent de l'ordre d'une dizaine de millions de francs. Pour oser soutenir ensuite, au soir du scrutin, que l'argent ne saurait influencer sur l'issue d'une votation. Si c'était vraiment le cas, on voit mal pourquoi economiesuisse aurait dépensé autant d'argent. Sûrement pas par philanthropie à l'égard de la presse ou des sociétés d'affichage...

Car, si – en politique comme ailleurs – l'argent ne fait pas le bonheur, il y contribue. En particulier dans le cadre d'une campagne sur une initiative qui – par essence – soumet de nouvelles propositions à la population. Et comme toute nouveauté s'accompagne d'une part d'incertitude, les millions dépensés servent avant tout à alimenter cette insécurité, à peindre le diable sur la muraille, voire à pratiquer la désinformation la plus totale. Dès le moment où les gens sont saisi d'un doute, ils ont tendance à voter non, partant du principe de précaution qui veut que le statu quo pré-

sente au moins l'avantage de ne receler aucune mauvaise surprise. Par ailleurs, un tel volume de propagande permet également de fixer certains thèmes du débat. Difficile, en effet, pour les médias qui voient défiler des dizaines d'annonces – même mensongères – de ne pas consacrer l'un ou l'autre sujet à leurs affirmations péremptoires.

Il est en revanche plus surprenant qu'à l'issue d'une campagne aussi déséquilibrée s'agissant des moyens mis en œuvre, ces mêmes médias ne s'intéressent pas plus aux diverses sources de financement de ses acteurs principaux. C'est un peu facile de se borner à souligner que c'est un argument que seuls les perdants brandissent. Notre société aurait ainsi tout intérêt à plancher sur les réponses à certaines questions centrales.

Ces différences considérables en matière de ressources présentent-elles un danger pour la démocratie? Peut-on toujours avoir confiance dans notre démocratie directe s'il n'est pas possible de limiter l'influence de l'argent lors de campagnes de votation? Ne faut-il pas introduire une réglementation s'agissant des dépenses de campagne, voire des mesures susceptibles d'atténuer les déséquilibres constatés? A ces questions, il faudra bien répondre un jour, indépendamment de l'identité des vainqueurs comme des perdants.

thomas.christen@pssuisse.ch
secrétaire général du PS Suisse



Editorial

Décalages

Voici revenu le temps des économies de bouts de chandelle, du grignotage mesquin des prestations sociales. Entre la suppression du subventionnement (très) partiel des paires de lunettes par l'assurance maladie de base et l'exclusion des personnes souffrant des suites d'un «coup du lapin», de fibromyalgie ou de maladies psychiques des bénéficiaires potentiels d'une rente AI, les coupes se multiplient avec la régularité d'un métronome.



Bonjour les cadeaux de fin d'année! Et tout ça pour économiser quoi? 10 malheureux petits millions dans un cas, tout au plus quelques centaines dans l'autre. Des chiffres à mettre en rapport – au hasard – avec les 2,7 milliards de bénéfice du dernier exercice de la Confédération ou les 68 milliards dégainés du jour au lendemain pour sauver la mise à l'UBS. Décidément, on conviendra que l'empathie n'est assurément pas la principale caractéristique des partis de droite. Du moins à l'égard des bas revenus, des familles nombreuses et des personnes atteintes dans leur santé parce que les multimillionnaires – eux – peuvent compter sur leur sollicitude empressée, on a encore pu le constater lors de la campagne précédant les dernières votations fédérales. C'est ainsi à l'artillerie lourde (voir ci-contre) que leur bras armé a pilonné la perspective d'une modeste surtaxe frappant exclusivement les hauts revenus et les grandes fortunes.

Ainsi, à l'image de l'écart toujours grandissant entre l'infime minorité de celles et ceux qui possèdent beaucoup et la masse des autres qui ont peu, voire très peu, le décalage ne cesse de se creuser entre les partis qui s'ingénient à défendre les premiers et les formations qui se soucient du bien-être de l'ensemble de la population. Ce n'est ni un réflexe de mauvais perdant, ni l'expression d'une quelconque jalousie, mais un fait objectif. Nul doute que le prochain scrutin qui verra s'affronter les tenants de la sécurité du grand nombre et une poignée d'agités de la gâchette, soutenus par le puissant lobby des armes à feu en offrira une nouvelle et éclatante démonstration.

Jean-Yves Gentil

IMPRESSUM

Editeur PS Suisse et und Verein SP-Info
Spitalgasse 34, 3001 Berne, Tél. 031 329 69 69,
Fax 031 329 69 70, info@socialiste.ch

Rédaction Jean-Yves Gentil

Production Atelier Kurt Bläuer, Berne

Juste un peu de bon sens ... et d'humanité

Il y a beaucoup trop d'armes à feu en Suisse – un ménage sur trois en abrite au moins une – et la plupart d'entre elles sont des armes de guerre. Ces armes, même non utilisées, représentent une menace intolérable pour la vie des familles, et souvent, trop souvent, la violence domestique aboutit à des meurtres. La violence des armes se manifeste aussi par de nombreux suicides, ou des massacres en pleine rue, aléatoires ou prémédités. Il est temps de remédier à cette insécurité chronique et la votation du 13 février prochain nous en donnera l'occasion.

Eric Peytremann

Dialogue sur un stand de récolte, quelque part en Suisse :

En voyant le fusil d'assaut sur l'affiche, une dame s'écrie : «*Mais en quoi cela concerne-t-il les femmes ?*»

Réponse du récolteur : «*Madame, cela vous concerne parce que la plupart du temps les femmes se trouvent du côté du canon !*»

La dame sursaute, puis signe l'initiative.

Reprenons depuis le début. En septembre 2007, une vaste coalition d'une septantaine d'organisations comprenant des organisations humanitaires ou militant pour la paix, des associations féminines et masculines, des médecins, des policiers, partis politiques, syndicats et églises rassemblant plus d'un million de membres, a lancé et fait aboutir l'initiative.

Une absurdité du point de vue militaire

Les études comparatives internationales montrent de manière convaincante que plus le nombre d'armes à feu disponibles est grand, plus se multiplient les cas d'abus par leurs propriétaires. Le potentiel de réduction de ce facteur de risque est particulièrement grand s'agissant des armes militaires puisque les trois quarts des 2,3 millions d'armes à feu qui se trouvent dans des ménages suisses sont des armes d'ordonnance. Or la conservation des armes de guerre dans les foyers est un archaïsme totalement dénué d'efficacité militaire. Quelques officiers de l'armée suisse sont même intervenus sur cette question, dénonçant l'absurdité des armes à domicile du point de vue militaire.

Le rangement de ces armes de service à l'ar-



Plus d'un million et demi d'armes militaires circulent en Suisse.

senal a le plus largement attiré l'attention du public et des médias. Et c'est bien ce que nous avons constaté lors de nombreuses séances de récolte de signatures. Par ailleurs, plusieurs sondages ont montré qu'une forte proportion de la population s'oppose à l'antique tradition du maintien de l'arme à domicile – une coutume d'un autre âge du point de vue strictement militaire. Il est vrai aussi que cette initiative portera un méchant coup au fameux mythe de l'homme-citoyen-soldat, la virilité s'exprimant par la possession d'une arme. Pas étonnant donc que les conservateurs de tout poil – hommes ou femmes – s'opposent à cette initiative.

Un thème sécuritaire

Cependant il ne faut pas oublier les autres armes à feu, dangereuses elles aussi, dont l'usage, quasiment en libre circulation, peu ou prou contrôlé par les autorités cantonales, doit lui aussi faire l'objet de mesures légales restrictives.

Toutes ces armes, même non utilisées, représentent une menace intolérable pour la vie des familles, et souvent la violence domestique aboutit à des meurtres. La plupart du temps les victimes sont des femmes, ce qui nous ramène à l'anecdote du début de l'article. La violence des armes se manifeste aussi par de nombreux suicides ou des massacres en pleine rue, aléatoires ou prémédités. Que de fois n'a-t-on pas reproché à la gauche en général, et au PS en particulier, notre attitude prétendument an-

gélisque. Or la question du danger permanent des armes à feu est un thème sécuritaire par excellence, et ce sont bien les opposants à l'initiative qui vivent sur un petit nuage, loin des réalités du monde. Moins d'armes signifie plus de sécurité.

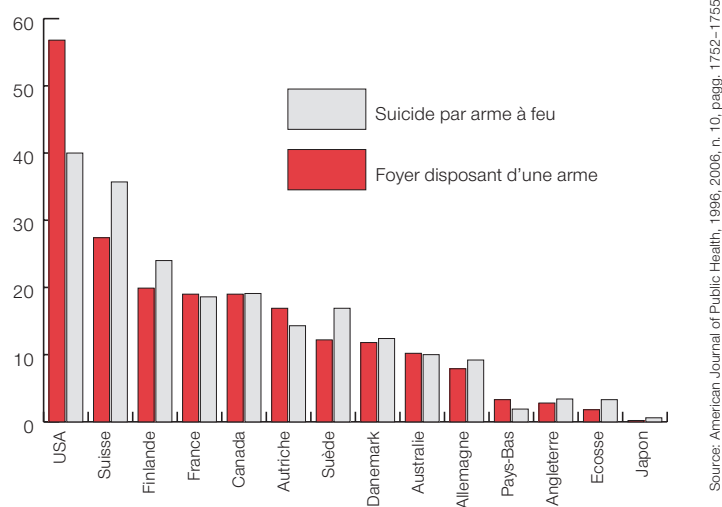
Ce que l'initiative exige :

- Le droit d'acquérir, de détenir et de transporter des armes est strictement limité aux personnes qui apportent la preuve de nécessité et qui ont obtenu la formation adéquate;
- Les armes particulièrement dangereuses telles que les fusils à pompe ne peuvent être ni acquises ni détenues par des personnes privées;
- En-dehors des périodes de service militaire, les armes personnelles sont consignées dans des locaux sécurisés de l'armée, autrement dit à l'arsenal;
- A la fin de leur service, les militaires ne peuvent pas garder leurs armes personnelles;
- Les armes superflues sont retirées de la circulation;
- La Confédération tient un registre fédéral des armes à feu.

epeytremann@bluewin.ch, membre
du Comité d'initiative

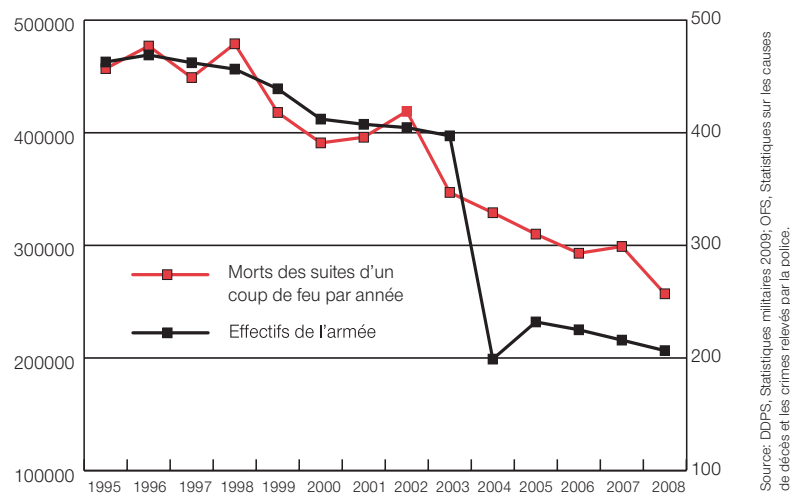


Moins il y a d'armes à disposition, moins il y a de suicides



Les études internationales sont unanimes: la disponibilité des armes est un facteur essentiel du passage à l'acte, qu'il s'agisse de meurtre ou de suicide. Ainsi, chaque jour en Suisse, une personne perd la vie, tuée par une arme militaire. Tous les spécialistes jugent donc que la limitation de l'accès aux armes permet de sauver des vies et de réduire considérablement la gravité des épisodes de violence domestique. Même le Conseil fédéral l'admet dans son message aux Chambres fédérales: « Ce qui est certain, c'est qu'une limitation de la disponibilité des armes à feu contribue à la diminution des taux de suicide. Dans les pays qui, au cours des deux dernières décennies, ont réussi à restreindre l'accès aux armes à feu, non seulement le nombre de suicides par arme à feu a diminué, mais aussi le taux de suicide en général. Il est en effet prouvé que les instruments ou méthodes de suicide ne sont pas interchangeables ».

Moins l'armée distribue d'armes, moins il y a de morts par balles



Au fil de la réduction, ces dernières années, des effectifs de l'armée suisse, le nombre de personnes décédées des suites d'un coup de feu a reculé dans les mêmes proportions. Ainsi, lorsqu'« Armée 95 » disposait d'un effectif de plus de 450 000 soldats, on comptait, chaque année, environ 450 morts par balles. Depuis le passage de l'armée à plus ou moins 200 000 soldats d'active, la Suisse ne déplore plus que quelque 300 décès de ce type. C'est une preuve supplémentaire de la relation scientifiquement établie entre la réduction du nombre d'armes et le recul de morts dues à un ou plusieurs coups de feu. Nous devons poursuivre sur cette voie afin de continuer à sauver des vies inutilement gâchées.

3 ARGUMENTS EN FAVEUR DE L'INITIATIVE

Les armes représentent un danger pour les familles

Dans un ménage suisse sur trois, il y a aujourd'hui au moins une arme à feu. La violence domestique est plus fréquente qu'on ne le croit et ses principales victimes sont des femmes et des enfants. Avec une arme à portée de main, la limite qui sépare la menace du geste fatal peut être très rapidement franchie quand la colère obscurcit le jugement. En restreignant l'accès aux armes à feu aux personnes ayant fait la preuve de leur besoin comme de leurs capacités, l'initiative contribue à réduire tant leur circulation que leur utilisation hors des cadres définis.

L'arme favorise le passage à l'acte – également en cas de tentative de suicide

S'il y a moins d'armes dans les foyers, les risques liés au passage à l'acte diminuent. C'est aussi simple que cela. La plupart des gens qui désirent s'ôter la vie le font sur un coup de tête et y renonceraient après réflexion. En employant une arme à feu, c'est tout de suite trop tard et personne ou presque n'y survit.

Un registre national des armes aide à empêcher et à combattre le crime

Appelée, par exemple, à intervenir dans un conflit familial, la police doit savoir – au moment de s'interposer – si elle risque de se retrouver face à une arme à feu. L'absence de contrôle s'agissant de la possession d'armes est un danger pour la sécurité. La mise sur pied d'un registre national des armes à feu facilitera le travail de la police et sauvera des vies.

PROTÉGEONS LES FAMILLES ! OUI À LA PROTECTION CONTRE LA VIOLENCE DES ARMES

- Tracts
 Affiche F4 (format mondial)
 Affiche A3

Poseuse/poseur d'affiches bénévole

Oui, je suis d'accord de participer à la campagne d'affichage du PS.

Nom, prénom

Adresse

NPA/Lieu

Courriel

Merci de renvoyer ce formulaire au PS Suisse, Spitalgasse 34,
3001 Berne, fax: 031-329 69 70, courriel: info@pssuisse.ch
Plus d'infos sur le site Internet: www.protection-armes.ch

oui 

Socialisme suisse : mode d'emploi

6 ans après le lancement du processus, deux versions successives, un débat-marathon lié aux quelque 1300 propositions et amendements déposés, le Congrès de Lausanne a mis la dernière main au nouveau programme du PS Suisse adopté par 420 voix contre 5 et 15 abstentions. Alors que la rédaction définitive de ce document a pris un peu de retard lié au travail considérable d'adaptation en cours, socialistes.ch vous propose un passage en revue forcément subjectif et fragmentaire des principales adjonctions qui ont fait débat les 30 et 31 octobre. Dans le texte ci-dessous, celles-ci sont ainsi indiquées par les passages en italique. Jean-Yves Gentil

Notre combat, *c'est le socialisme démocratique, dont les valeurs essentielles sont la justice sociale et l'égalité de toutes et tous. Au lieu de multiplier les privilèges pour quelques-uns, nous voulons assurer l'emploi, la transformation écologique de l'économie, et la démocratie politique et économique.* Le PS Suisse demeure donc un parti qui n'accepte pas de considérer le capitalisme comme la fin et encore moins comme l'aboutissement de l'histoire humaine. Il a toujours envisagé un ordre économique différent qui irait plus loin que le capitalisme, *le dépasserait par la démocratisation de l'économie et le laisserait enfin derrière lui.* Dans ce contexte, la démocratisation de l'économie représente une stratégie socialiste de changement du système. *Elle progresse par le développement des assurances sociales en lieu et place des assurances privées, par le renforcement des services publics plutôt que par la concurrence destructrice et par l'élargissement des droits des salarié-e-s en lieu et place du diktat des actionnaires. Ce processus renforce pas à pas les droits des citoyen-ne-s et des salarié-e-s et fait reculer l'influence de celles et ceux qui sont aujourd'hui seul-e-s à décider.*

La vision socialiste consiste en une *société démocratique, sociale et solidaire. Nous voulons un ordre social «inclusif» qui englobe chacun-e, tolère et encourage la liberté individuelle.* Si la semaine de quatre jours a échoué de justesse devant les délégué-e-s, au-



Poignée de main entre Christian Levrat et son prédécesseur Hans-Jürg Fehr, principal rédacteur du programme.

délà de l'«assurance perte de gain» et d'un «salaire minimum», il faut également introduire un revenu minimum garanti qui permette également aux personnes qui ne fournissent pas un travail rémunéré traditionnel de vivre dignement.

La Suisse doit en outre se conformer aux conventions de l'Organisation internationale du travail, *les signer et les mettre en pratique, à commencer par la protection contre le licenciement pour les permanents*

syndicaux et les membres des commissions d'entreprise.

Pour le PS, *une démocratisation du marché dans un but social et écologique doit permettre à chacun de vivre dans des conditions dignes et d'assurer une utilisation durable des ressources naturelles. Ce n'est que par la garantie de ces standards sociaux et écologiques sur le plan légal que nous pourrions améliorer la qualité de vie.* Dans le même ordre d'idées, *le PS veut*

blic. Le PS estime ainsi que l'eau, la terre et l'air et – par extension – les forêts, les lacs et les montagnes, etc. ne peuvent être soumis à la loi du marché. Les collectivités publiques doivent ainsi demeurer responsables de leur protection et leur préservation. Tous les êtres humains, en particulier, devraient avoir un accès à l'eau potable, organisé par un service public en main des collectivités locales. Le PS veut une politique énergétique qui

introduire un financement social des soins de santé. Le financement de l'assurance maladie doit être fonction du revenu, comme c'est le cas pour les autres grandes assurances sociales. Par ailleurs, le

Les valeurs essentielles du socialisme démocratique sont la justice sociale et l'égalité de toutes et tous.

maintien d'un monopole public sur les prestations essentielles est, selon les socialistes, le meilleur garant de l'avenir du service pu-

provisionnement et exploite entièrement le potentiel de création d'emplois que recèlent les énergies propres.

mploi

Sur le plan politique, le PS veut des partis forts et s'engage en faveur du financement public des partis. *Pour garantir le débat démocratique, il considère indispensable une loi sur la transparence et le plafonnement du financement des partis et des campagnes politiques. Pour sa part indépendant financièrement, le PS refuse des dons d'une ampleur susceptible de donner lieu à un retour d'ascenseur. Il considère, en outre que l'exercice des droits fondamentaux comme l'organisation ou la participation à une manifestation ou toute autre activité politique, juridique ou journalistique ne doit pas donner lieu à un fichage des individus par les services de sécurité étatiques.*

S'agissant justement de la sécurité, le PS souhaite que la Suisse s'engage encore plus fortement pour un désarmement global. Dans le cadre de l'ONU et de l'OSCE, elle doit militer pour la création d'une force d'intervention internationale qui, sous la conduite des Nations unies se substitue aux armées nationales. D'ici là, l'armée suisse doit être massivement réduite et transformée pour contribuer avant tout à la protection de la population civile et à la promotion internationale de la paix, sur la base d'un engagement volontaire. L'abrogation de l'armée suisse doit par ailleurs être socialement supportable et prendre en compte les besoins des régions aujourd'hui économiquement dépendantes de la présence militaire.

Pour ce qui est enfin de la question de l'adhésion à l'Union européenne, le PS ne renonce pas au principe de l'ouverture rapide de négociations, mais refuse de forcer l'allure encore davantage. Avec les socialistes européens et la société civile, le PS Suisse est prêt à se battre pour des réformes sociales et démocratiques. Également au niveau européen.

jean-yves.gentil@pssuisse.ch



Micheline Calmy-Rey tout sourire lors de son passage auprès de ses camarades, juste avant sa réception officielle genevoise le 12 décembre.

NON à la marginalisation du PS

Outre le nouveau programme et son feu vert au lancement, au début de l'année prochaine, d'une initiative populaire pour une caisse maladie publique, le Congrès de Lausanne a également approuvé une résolution du Comité directeur qui confirme la participation du PS au Conseil fédéral. Une clarification provisoire dans la mesure où les délégué-e-s auront l'occasion de revenir sur cette question l'année prochaine entre les élections au Parlement et l'élection du Conseil fédéral, mais rendue nécessaire par les récentes tentatives successives de marginalisation des socialistes au Conseil fédéral.

La répartition des Départements qui a eu lieu après les élections complémentaires au Conseil fédéral a tourné à la démonstration de force. Les partis du centre – qui possèdent un total d'environ 35% des voix et 76 des 200 sièges au Conseil national – conservent les quatre départements clés. Une prépondérance aussi flagrante que disproportionnée si l'on s'attache à leur importance électorale. En prenant cette décision, le gouvernement a fait fi de tous ses principes passés. La collégialité implique discussions et consensus, et non imposer la dictature de la majorité.

C'est la même partition singulièrement hypocrite que ces formations ont interprétée, le 8 décembre dernier à l'Assemblée fédérale, en élisant chichement Micheline Calmy-Rey à la présidence de la Confédération. Piétinant la cohésion qu'elles ne manquent pourtant pas d'appeler de leurs vœux à chaque occasion, elles se sont servies de cette élection pour manifester leur

mauvaise humeur à l'égard de la conseillère fédérale socialiste en particulier et du PS en général. Manifestement, les principes de la concordance qui passe par la prise en compte des opinions et positions divergentes ont perdu toute signification pour ces partis dont la feuille de route est rédigée par economiesuisse.

D'ailleurs, la répartition des Départements a visiblement été accomplie sous la forte pression de l'association faitière zurichoise. A peine le Conseil fédéral formé, elle a présenté ses desiderata. Son but est clair: que le DETEC devienne un Département de l'énergie nucléaire; le DFI, un Département de démantèlement social; qu'un gel des investissements du DFF maintienne une politique dommageable aux générations futures; et qu'au sein du DFE, le SECO continue à tracer sa voie néolibérale.

Le PS s'opposera à cette politique. Il ne permettra pas que de plus en plus de privilèges s'accumulent entre les mains d'un

petit nombre. Il veut une politique qui s'adresse à la majorité de la population. Les initiatives (Poste, Cleantech, salaire minimum, caisse maladie publique, etc.) sont ainsi un moyen pour le PS de défendre ses choix en-dehors du gouvernement. Toutefois, il entend bien mener sa politique également au sein du Conseil fédéral parce que cela lui donne plus de poids en matière d'influence. Le PS est parfaitement conscient qu'il n'a que deux sièges sur sept et qu'il est donc en position d'infériorité. Malgré tout, il vaut mieux en faire partie que devoir faire antichambre et attendre que les décisions soient prises. A l'avenir, le PS entend donc rester à la fois parti au gouvernement et parti de l'opposition, ce qui n'est possible que s'il est suffisamment représenté au Conseil fédéral, c'est-à-dire qu'il occupe les deux sièges auxquels il a droit. Or, par sa décision concernant la répartition des Départements, l'alliance du centre-droit a tenté de le marginaliser. La conséquence logique à en tirer est que la même alliance vise également un des deux sièges socialistes au gouvernement. Il s'agira donc de ne pas se laisser faire. D'abord en remportant les élections fédérales d'octobre 2011, puis en définissant une stratégie qu'il reviendra à un Congrès extraordinaire d'avaliser avant le renouvellement intégral de l'année prochaine.

Un tabou en discussion

La Jeunesse socialiste a réussi son pari : récolter, en une année et à pratiquement elle seule, 125 000 signatures pour son initiative populaire « 1:12, ensemble pour des salaires équitables ». L'initiative stipule que le plus haut salaire dans une entreprise ne doit pas être plus de 12 fois supérieur au salaire le plus bas. Cela signifie que le Parlement, puis la population devra se prononcer sur un des tabous helvétiques les plus hermétiques : le niveau et surtout l'écart entre les salaires. Nicolas Buntschu

En pleine période de crise, alors que les bas salaires pâtissaient de la situation économique, les hauts revenus poursuivaient leur croissance exponentielle. Cela ne faisait que rendre encore plus visible une inégalité criante : quelle que soit la période, les gains de productivité et les bénéfices des entreprises ne profitent qu'aux actionnaires et aux hauts revenus. Entre 2002 et 2009, les salaires des managers ont augmenté de 61 % alors que l'augmentation moyenne pour les travailleurs n'a été que de 3,8 %.

Forte de ce constat, la Jeunesse socialiste s'est lancée dans une initiative qui permet non seulement de limiter les très hauts revenus mais aussi de lier leur évolution à celle des bas salaires. Le texte permet également de mettre un terme à une situation absurde, dans laquelle des managers salariés d'une entreprise fixent eux-même leurs rémunérations, et ceci uniquement dans leur propre intérêt. Bref, les jeunes socialistes tenaient là la solution idéale. Ne restait plus qu'à récolter les 100 000 signatures nécessaires...

Aussitôt dit, aussitôt fait ? Pas vraiment. La Jeunesse socialiste est en pleine expansion (de 800 à 2500 membres en quelques années) et s'est senti capable de partir seule au front. Cela promettait une belle démonstration de force, mais également un énorme défi pour ses membres. 125 000 signatures, cela représente au bas mot 6500 heures de récoltes, auxquelles il faut ajouter un travail considérable de communication, de mise en place d'actions, de récoltes de fonds, de comptages et d'envois de signatures. Pour y faire face, la JS s'est dotée d'une équipe de campagne, trois personnes engagées à temps partiel mais s'investissant plus qu'à 100 %, d'un comité d'organisation, d'une mascotte, et a dû compter sur chacun de ses membres.

À l'enthousiasme des premières récoltes ont succédé les froids hivernaux, qui n'ont pas empêché les jeunes camarades de poursuivre



L'affiche qui irrite Daniel Vasella au plus point.

leur moisson de signatures, dans des conditions parfois dantesques. Puis, à quelques mois du délai que s'était fixé la JS, un certain retard sur les prévisions est apparu. Loin de se décourager, les jeunes socialistes ont donné un gros coup de rein, permettant de terminer dans les temps, avec la marge confortable de 25 000 signatures.

Si le premier objectif de la JS est atteint, à savoir mettre à l'agenda politique le problème des très hautes rémunérations et des inégalités salariales, il reste maintenant à convaincre la majorité des votants. Le comportement de certains apporte de l'eau à notre moulin : Brady Dougan, dans une période où il vaudrait mieux faire profil bas, s'octroie cette année une rémunération de 91 millions, soit 1500 fois plus que certains de ces employés. En moyenne, les managers touchent 73 fois plus que leurs salariés les moins bien payés, et ce rapport ne va pas en diminuant. Les sondages indiquent aussi qu'une claire majorité des Suissesses et Suisses souhaitent que les très hauts salaires soient réglementés.

La gauche devra cependant à nouveau nager contre les flots de billets bleus d'économiesuisse, contre les petits chantages de chefs d'entreprise – « si c'est oui, je quitte le pays » – et contre des partis bourgeois un peu trop proches des managers. Mais avant ce copieux programme, les jeunes socialistes ont déjà dignement fêté l'aboutissement des récoltes. Ce n'est qu'une étape, mais cela montre déjà que la JS, avec des membres toujours plus nombreux et motivés, est désormais un acteur incontournable de la politique suisse, qui apporte des solutions concrètes aux inégalités et n'a pas peur d'enfiler son bleu de travail pour les porter.

nicolas.buntschu@gmail.com,
vice-président de la Jeunesse
socialiste suisse



La double majorité de l'Alternative, enjeu des municipales genevoises

Avec les vaudois, les genevois seront les premiers romands à se rendre aux urnes l'année prochaine pour renouveler leurs autorités communales. Fort d'un bilan et de projets solides, le PS genevois s'est fixé trois objectifs: dépasser 20% des suffrages au Conseil municipal, élire deux socialistes au Conseil administratif et maintenir la double majorité de l'Alternative. A l'heure où l'UDC stigmatise toute figure d'altérité et oppose les différences, Sandrine Salerno et Sami Kanaan sont des exemples de ce que Genève et la Suisse peuvent créer en terme de métissage et d'adaptation réussie. Venant de milieux modestes, ils ont trouvé, par la formation et l'engagement politique, leur place dans la mosaïque genevoise. Ensemble, ils défendent les deux sièges socialistes du Conseil administratif à Genève. Rencontre.

Etant tous d'eux originaires

« d'ailleurs », pouvez-vous nous dire d'où vous venez ?

SaS: Je suis née à Genève en 1971 d'un père italien, tailleur, et d'une mère française, secrétaire de direction dans une banque. L'époque était marquée par la crise économique. Cette crise durcissait les débats sur la migration. Le climat était xénophobe, et les initiatives de l'extrême droite (Schwarzenbach) stigmatisaient les travailleurs immigrés. Déjà!!! Pour endiguer le chômage, la Suisse choisissait de faire partir les étrangers et invitait les femmes à rentrer à la maison.

SK: Moi, je suis né au Liban. J'y ai grandi, mais je venais chaque été en Suisse. Mon père était architecte d'intérieur et ma mère travaillait à la mission suisse au Liban, comme secrétaire de direction. Elle était germanophone, et lui, arabophone, mais il ne communiquait pas avec nous dans cette langue. Mon père venait d'un milieu très modeste et n'avait pas fait d'études. Le français était le signe de réussite sociale.

Devenir suisse, ce fut un aboutissement ou un renoncement ?

SK: A l'époque, les enfants de suisses mariés à des étrangers n'étaient pas automatiquement suisses. Ma mère, durant toute notre enfance, a dû aller chercher un visa pour nous prendre avec elle en Suisse. C'était humiliant, nous avions un permis B! J'ai été naturalisé à 20 ans seulement, dans le cadre de la réforme de la loi. Je me suis toujours senti suisse, mais la Suisse ne l'a reconnu que tardivement.



SaS: J'avais 15 ans quand je suis devenue suisse. Je ne comprenais pas l'enjeu, mais je sentais que le moment était grave. Mes parents insistaient sur la protection et la liberté de choix que le passeport à croix blanche amènerait. Devenir suisse, c'était une chance de plus, et cela représentait qui j'étais, mais je n'ai jamais voulu que cela écrase le reste.

Pourquoi vous êtes-vous tournés vers le Parti socialiste ?

SaS: J'ai choisi le PS car j'ai senti que je pouvais m'y exprimer librement et que j'y étais la bienvenue. Je m'y suis très vite investie fortement et me suis affichée sur une liste multiculturelle pour l'élection au conseil municipal. A l'époque, on pensait qu'avec un nom à consonance étrangère on avait moins de chance d'être élue. Pourtant, contre toute attente, je l'ai été. J'ai tout de suite adoré faire de cet engagement ma vie.

SK: Elmar Ledergerber, à l'époque conseiller national mais pas encore maire de Zürich et puis Lillian Uchtenagen m'ont motivé à rejoindre le PS. Au niveau inter-



national, j'avais été marqué par les figures de Jean Jaurès et Rosa Luxembourg, puis par les mouvements de libération et de solidarité contre les régimes totalitaires en Amérique Latine et l'Apartheid en Afrique du Sud. Mon engagement au PS s'est fait d'une manière très naturelle.

Quels sont, à vos yeux, les combats prioritaires à mener aujourd'hui ?

SK: Beaucoup de gens ont démissionné et se sont repliés sur les sphères individuelles. Le premier axe de la gauche a toujours été de briser l'aliénation afin de favoriser l'engagement collectif pour plus de justice sociale. Nous devons réussir une désaliénation collective.

SaS: La population souffre du coût de la vie élevé et parfois abusif (logement, assurances), de la dégradation des conditions de travail. Pour défendre les sièges socialistes au conseil administratif de la Ville de Genève, nous avons besoin du soutien de la population. Nous allons maintenant aller le chercher.

Elections en vrac

Splendide résultat pour le PS lors des dernières élections cantonales jurassiennes. Pour la première fois depuis 2007, les socialistes sont ainsi parvenus à gagner un siège dans un Parlement cantonal (+1,4 %). Il est également à relever qu'au législatif, la gauche a progressé de concert puisque les Verts ont conquis deux mandats supplémentaires, ce qui porte le nombre de sièges progressistes à 21 sur 60, un niveau jamais atteint dans le Jura depuis les premières élections cantonales de 1978. En



outre et grâce à **Elisabeth Baume-Schneider** et **Michel Thentz**, le PS jurassien a récupéré son deuxième fauteuil au gouvernement cantonal. Il y a donc aujourd'hui 32 conseillers d'Etat socialistes en Suisse, le meilleur score de ces trente dernières années. Succès encore dans le Jura resté bernois avec, à la mairie de Moutier, la large réélection à un cinquième mandat du leader autonomiste **Maxime Zuber** avec 60 % des voix.



L'alliance contre nature de l'UDC, du PLR et du PS resté loyal au canton de Berne a ainsi échoué.

A Neuchâtel, en

revanche, la gauche unie derrière le Vert Patrick Erard n'est pas parvenue à reconquérir la majorité du Conseil d'Etat qui reste en mains radicales suite à l'élection complémentaire rendu nécessaire par la démission de Frédéric Hainard. Quant au dernier scrutin de l'année, son résultat sera connu le 19 décembre. Avec toutefois une certitude à Bienne: le successeur de **Hans Stöckli** à la mairie restera un élu de gauche puisque le deuxième tour oppose le socialiste **Erich Fehr** et la verte **Barbara Schwickert**. Il n'y a que 71 voix d'écart après le premier tour.

Du côté du PS

Pour sa part, le PS Suisse est, ces temps-ci, particulièrement actif dans le domaine de la santé. Outre les préparatifs visant à lancer une initiative populaire pour une caisse publique d'assurance-maladie, le Groupe socialiste des Chambres fédérales met la dernière main à un papier de position. Objectif : donner une vue d'ensemble des points sur lesquels les parlementaires



socialistes estiment qu'il est nécessaire d'agir et quelles solutions ils proposent. Notamment pour conserver le haut niveau de qualité des services de santé et financer ces derniers de manière aussi durable que socialement supportable. A relever enfin un colloque qui se tiendra le vendredi 21 janvier 2011 à l'hôtel Bern, à Berne. Les discussions seront centrées sur la stratégie à mener en vue d'assurer les soins médicaux de base au vu de la crise qui sévit dans ce domaine. La réunion, à laquelle participeront notamment Stéphane Rossini, Marina Carobbio et Jacqueline Fehr, vice-président-e-s du PS Suisse, le directeur de l'OFSP Pascal Strupler, le conseiller d'Etat vaudois Pierre-Yves Maillard ou encore le président de la FMH Jacques de Haller est ouverte à toutes les personnes intéressées à ce dossier. Merci de vous inscrire à l'adresse : verena.loembe@spschweiz.ch

« Soigner l'assurance maladie ! »

Sous ce titre, le conseiller d'Etat socialiste Pierre-Yves Maillard vient de publier une analyse sans concession du système de santé suisse. La forte augmentation des primes d'assurance maladie suscitant chaque année de nombreuses questions concrètes (dois-je changer de caisse, augmenter ma franchise, choisir un modèle « médecin de famille », etc.), il y répond de manière circonstanciée tout en esquisant des solutions à même de résoudre les problèmes plus structurels.

Par l'adoption de la LAMal en 1996, l'obligation d'assurance pour toutes et tous a été introduite et les primes ne varient plus selon les risques, le sexe et l'âge; il s'agit d'une grande victoire sociale. Reste que « dans le cas de l'assurance maladie, on a voulu imposer un système concurrentiel à un domaine où la consommation de prestations est fortement déterminée ». De plus, les assureurs actuels ne sont plus les mutuelles du début, ils sont les acteurs d'un marché très lucratif. En Suisse, le marché de la santé est d'environ soixante milliards de francs et celui de l'assurance maladie de l'ordre de vingt milliards! Bien que l'assurance de base ne doive pas viser de profits, il s'agit d'un produit d'appel puissant qui permet aux assureurs de vendre des polices privées et complémentaires tout en ayant accès à de précieuses données concernant les patients. En outre, sous la coupole fédérale, plusieurs membres des Commissions qui traitent du dossier entretiennent des liens plus ou moins directs avec les assureurs et les acteurs du système de santé! Les caisses sont au centre de réseaux d'influences et de lobbying.

Ces dernières années, les primes ont fortement augmenté jusqu'en 2006, la tendance s'est ralentie en 2007-2008 et stabilisée en 2009 voire inversée dans certains cantons grâce à l'injection des réserves excédentaires dans le système. Depuis, la hausse des primes est de l'ordre de 10%

Pierre-Yves Maillard

Soigner
l'assurance
maladie!



D'une concurrence
illusoire à des
coopérations efficaces

FAVRE

DÉBAT PUBLIC

était jusqu'ici d'attirer par le biais de primes attractives des personnes jeunes et en bonne santé. Au risque de devoir, en 2012, augmenter fortement ses primes

Pour réformer le système de l'assurance-maladie, Pierre-Yves Maillard propose deux remèdes: un financement social et l'introduction d'un monopole public.

L'assurance malade étant un prélèvement obligatoire, il serait juste que chacun paie selon sa capacité contributive, c'est-à-dire que la prime soit proportionnelle aux revenus. Actuellement, les familles avec enfants et les couples de personnes âgées sont les plus exposés au risque de devoir consacrer jusqu'à 18% de leur revenu aux primes LAMal.

Par ailleurs, l'assurance maladie étant un domaine à part, il s'agit de créer un modèle de monopole public au moins partiel avec un financement collectif sur la base de primes ou de cotisations non liées aux risques. Selon ce modèle, il existerait un « pot commun » dans lequel seraient encaissées les primes (une seule par zone, type d'assurance et franchise), ce qui diminuerait le besoin de réserves. Cette caisse commune, de préférence cantonale, déléguerait le travail administratif d'affiliation,

d'encaissement et de contrôle aux assureurs actuels, rémunérés au forfait par assuré. Quant au système de santé publique, selon Pierre-Yves Maillard, il y gagnerait en cohérence, ainsi que de vraies incitations à la prévention et aux réseaux de soins (« managed care »), quasi inexistantes dans le système actuel.

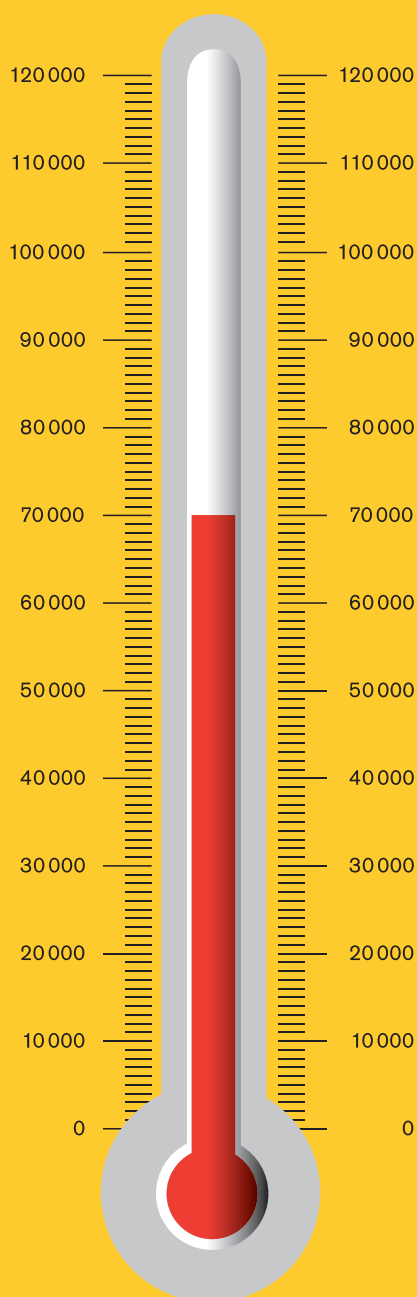
*Soignez l'assurance maladie!
D'une concurrence illusoire
à des coopérations efficaces,
Pierre-Yves Maillard,
Editions Favre, Lausanne, 2010,
36 francs.*

alors que l'augmentation des coûts par assuré est d'environ 3% par an. Cherchez l'erreur!

En outre, ces prochaines années d'autres hausses des primes sont prévues, notamment en 2012 en raison du renforcement des critères de compensation des risques. Surtout pour les caisses bon marché assurant de « bons risques » qui devront verser des sommes importantes aux assureurs « mauvais risques ». C'est que, lorsqu'on sait que le 10% des patients les plus malades génère 70% des coûts de l'assurance-maladie, l'idéal – pour un assureur –

cleantech

La Confédération a reconnu l'importance des entreprises du secteur des énergies renouvelables pour l'économie de la Suisse et elle prend ainsi le relais des impulsions données par l'initiative socialiste en élaborant un «Masterplan Cleantech national». Objectif: renforcer de manière ciblée la capacité d'innovation de la Suisse dans le domaine des énergies renouvelables. Reste que sans des charges et des conditions très claires, il pourrait bien rester une coquille vide. En revanche, l'initiative Cleantech formule des objectifs concrets suivis de vrais effets puisqu'elle exige que d'ici 2030 le 50% de notre énergie provienne de sources énergétiques renouvelables et que les prescriptions sur l'efficacité énergétique des nouvelles installations, des véhicules et des appareils soient respectées. D'autre part, contrairement à la Confédération, nous ne parlons pas seulement du potentiel économique du secteur des énergies renouvelables, mais nous exigeons des mesures concrètes qui rendent possible la création de 100 000 emplois en Suisse! Nous ne rêvons pas, nous agissons: signez maintenant!



AGENDA

PS Suisse www.pssuisse.ch

- Jeudi 6 janvier: action nationale «Personne n'est roi».
- Dimanche 13 février: votation fédérale – Initiative «Pour la protection face à la violence des armes»
- Lundi 28 février – Vendredi 18 mars: session de printemps des Chambres fédérales
- Vendredi 21 janvier: colloque du PS Suisse sur la politique de la santé, à l'hôtel Bern, à Berne

JS Suisse www.jss.ch

- Mardi 12 Janvier à 10h – mercredi 13 Janvier à 16h: Assemblée annuelle à Lucerne.

Genève www.ps-ge.ch

- 23 décembre – 9 janvier: fermeture du secrétariat du PSG
- Mardi 11 janvier à 20h30: commission culturelle dans les locaux du parti. Ordre du jour: les enjeux culturels des grandes communes et du canton pour la prochaine législation.
- Vendredi 14 janvier à 19h: Assemblée générale, Maison des Associations – 15 Rue des Savoises, Salle Gandhi-Carson. Election des candidat-e-s socialistes au Conseil National et Conseil aux Etats
- Mercredi 9 février en soirée: Les candidat-e-s socialistes au Conseil administratif rencontrent la population. Table-ronde. Lieu à confirmer. Tou-te-s nos candidat-e-s communaux répondent à vos questions! Tou-t-es les militant-e-s sont les bienvenu-e-s!
- Samedi 12 février: commission Constituante du PSG, Maison des Associations – sur inscription d'ici au 4 février eloisa.gonzalez@ps-ge.ch. Réponse à la consultation sur le projet de nouvelle Constitution de l'Assemblée Constituante
- Samedi 5 mars l'après-midi: Congrès annuel, vote du PSG sur la consultation sur le projet de nouvelle Constitution de l'Assemblée Constituante. Lieu à confirmer.

Valais romand www.psvr.ch

- Mardi 11 janvier 2011 à 19h30: réunion du bureau exécutif à la Maison socialiste.

Vaud www.ps-vd.ch

- Mercredi 13 janvier à 19h00: Débat «La famille, une idée de gauche?» avec la participation de Liliane Maury-Pasquier, Michela Bovolenta et Magdalena Rosende et la rédaction de Page de gauche, au Grand salon du buffet de la gare de Lausanne.
- Samedi 15 janvier: Formation pour les présidents de section et candidats à la Municipalité. Horaires et lieu à déterminer. Inscription au secrétariat du PSV.
- Mardi 25 janvier dès 20h00: Café fédéral du PS Ecublens et du PS de l'Ouest Lausannois avec la participation de Pierre-Yves Maillard à la Grande salle du Motty. Thème: la Caisse maladie publique.
- Mardi 22 février à 20h00: Comité cantonal en un lieu encore à déterminer.

Neuchâtel www.psn.ch

- Samedi 15 janvier à 9h30: Congrès électoral à l'Espace polyvalent des Mûriers
- Mercredi 19 janvier à 20h00: Assemblée du PSLN. Lieu à confirmer.

Jura bernois www.psjb.ch

- Dimanche 19 décembre: 2^{ème} tour de l'élection à la mairie de Bienne
- Dimanche 13 février: votations cantonales – Autorisation générale pour le renouvellement de la centrale nucléaire de Mühleberg, Loi sur l'imposition des véhicules routiers



LE COCKTAIL LE PLUS BU DANS LE MONDE.

Dans les pays pauvres, 90% des eaux usées se déversent dans l'eau potable. A chaque gorgée, le choléra, le typhus et d'autres maladies graves menacent deux milliards de personnes. Helvetas leur procure de l'eau potable en construisant des puits et des latrines.



www.helvetas.ch



HELVETAS

Agir pour un monde meilleur